Attentat à Nice. Un grand moment de médiocrité politique

Modifié le 19/07/2016 à 17:50 | Publié le 16/07/2016 à 16:29 : source : Ouest France

- Protéger les Français n'est pas un objectif de droite ou de gauche. La question n'est pas de savoir comment on ferait à la place de François Hollande ou, demain, d'un autre. | Photos AFP

Michel URVOY.

C'est la faute de Hollande. Tout est la faute de Hollande. D'ailleurs, avant Hollande, il n'y avait pas d'attentats. Station Saint-Michel, rue Marboeuf, rue des Rosiers, Orly, Marseille Saint-Charles, Tati, la Corse en 2009, Merah, oubliés ! Et après Hollande, c'est sûr, il n'y en aura plus. Alors que l'attentat de Nice demanderait plutôt de la décence, l'opposition se déchaîne. Le coup de gueule de notre éditorialiste Michel Urvoy.

Bruno Le Maire, promesse d'avant attentat, il faut le reconnaître, va terroriser les terroristes à l'extérieur en doublant les moyens de l'Armée. Jean-François Copé à l'intérieur en créant des unités spéciales. Henri Guaino va installer des lance-roquettes au milieu des foules pour les… protéger. Et tous, de Nicolas Sarkozy (le plus décent hier à Nice) à Alain Juppé, vont en plus baisser la dépense publique entre 80 et 120 milliards.

Tout est la faute de Hollande. D'ailleurs, il n'y a qu'en France que surgissent de pareils drames. Il n'y en a jamais eu dans une vingtaine de villes dont Bruxelles, Le Caire, Madrid, Londres, Ouagadougou, Bamako ou Bagdad. Ça n'arriverait jamais – merci le FBI – en Floride. C'est totalement inenvisageable dans un pays aussi policier que l'Arabie Saoudite. Dans un État aussi militarisé que la Turquie.

Indécence

François Hollande n'a rien fait. C'est Marine Le Pen qui le dit. Si seulement il était intervenu au Mali, dans tout le Sahel, avec les Alliés en Irak. Si seulement il avait bien voulu décréter l'Etat d'urgence, recruter des policiers et des gendarmes, stopper l'hémorragie des armées, investir dans le numérique. Si seulement il avait eu l'idée de faire voter des lois pour faciliter le renseignement, durcir les peines, enfermer et désintoxiquer les djihadistes…

Redevenons sérieux : François Hollande accumule assez d'échecs pour qu'il ne soit pas nécessaire de lui en attribuer là où il a le mieux réussi.

Il est d'abord assez indécent d'intenter des procès politiques alors que les victimes gisaient encore sur le macadam de la Promenade des Anglais.

Il est assez malvenu de critiquer l'insuffisance de l'effort quand on a soi-même réduit les effectifs de sécurité. De préconiser un développement du renseignement de proximité quand on a soi-même supprimé les RG.

Surenchères

Il n'est pas très crédible de préconiser une relance de l'effort militaire quand on a soi-même adopté une loi de programmation qui prévoyait 82 000 hommes de moins en dix ans.

Il n'est pas très convaincant de déplorer les failles du renseignement, aussi réelles soient-elles, ou de verser des larmes de compassion quand on a soi-même, à gauche surtout, voté contre les lois Cazeneuve et Urvoas, contre la reconduction de l'état d'urgence, sous le prétexte qu'ils sont liberticides.

Il est assez dérisoire d'assister à ces surenchères alors que la question est peut-être tout simplement de savoir comment empêcher un individu, dont le comportement relève au départ de la psychiatrie, de commettre le pire. Comment empêcher un camion ou tout autre engin puissant de violer une zone piétonne, de foncer sur une foule.

Le jeu des terroristes

Les nécessités d'une campagne électorale, l'empressement à licencier François Hollande, ne justifient pas cette nullité politique. Pour deux raisons principales.

1. Le discrédit de la politique tenant largement à l'incapacité de tenir les promesses, mieux vaut ne promettre que ce que l'on peut tenir, que ce qui est applicable. Il y a tant à faire en matière de police de proximité, de refonte des services de renseignement, de renforcement de la justice et des prisons, il y a tant de préconisations dans la rapport parlementaire qui vient d'être remis, que ça devrait suffire au bonheur des candidats et du gouvernement

2.S'affaiblir en se divisant, c'est exactement tomber dans le jeu des terroristes. Que le chauffeur tunisien du camion niçois soit ou non un djihadiste, qu'il soit ou non téléguidé ou inspiré par Daech, ce qui n'est pas démontré, Daech a gagné puisque nous nous affaiblissons en nous disputant sur la manière de le combattre. En pénétrant ainsi nos esprits, Daech gagne contre la démocratie.

Il y a ainsi quelques sujets lourds qui appellent de la décence, du calme et du travail en commun. Protéger les Français n'est pas un objectif de droite ou de gauche. La question n'est pas de savoir comment on ferait à la place de François Hollande ou, demain, d'un autre. La question est de savoir comment on se protège mieux, ensemble, aujourd'hui.